

*Initiatives parlementaires*

années dont il parle, il n'y a pas eu de surpêche étrangère. Les Espagnols ont respecté leurs quotas, comme les Français et les Portugais. Tout le monde, sans exception, s'en est tenu à ses quotas de 1978 à 1984.

Le quota pour le stock de morue dont nous parlons dans la motion était, en 1984, par exemple, de 23 200 tonnes métriques pour la Communauté européenne et les Européens ont respecté ce quota.

Qu'ont-ils fait l'année suivante, en 1985? C'est là le problème. En 1985, le quota pour la Communauté européenne était aussi de 23 200 tonnes métriques, mais les Européens ont pêché 172 000 tonnes métriques. Ils ont pris huit fois leur quota et, en 1986, douze fois.

Le problème existe-t-il donc depuis quinze ans? Je répondrai par la négative avec tout le respect que je dois à mon collègue de Nanaimo-Cowichan. C'était une bonne tactique de la part des néo-démocrates d'essayer encore une fois de mettre dans le même panier les conservateurs et les libéraux, mais, comme la plupart des tactiques néo-démocrates, elle est plutôt trompeuse et repose sur bien peu de faits.

Je peux dire au député que le problème n'a pas surgi il y a quinze ans, mais il y a neuf ans. Et c'est là où je veux en revenir à la citation initiale qu'a faite précédemment mon collègue, le secrétaire parlementaire, qui a dit: «Le premier ministre a joué un rôle-clé.» Il a effectivement joué un rôle-clé dans cette affaire. La nouvelle première ministre désignée, l'actuelle ministre de la Défense, a aussi joué un rôle de premier plan, comme d'autres.

Je suis issu d'un milieu évangélique où on parle de pécher non seulement par action, mais aussi par omission. C'est une chose de faire ce qui était interdit, mais il est aussi répréhensible d'omettre de faire ce qu'on doit faire. C'est le péché d'omission.

Notre collègue de Baie Comeau, le premier ministre, notre collègue de Vancouver, la première ministre désignée, et le second dans les élections à la direction du parti tenues la fin de semaine dernière, le ministre de l'Environnement, le ministre des Pêches, de Terre-Neuve, l'ont commis. Je pourrais en nommer d'autres. À cause de leur péché d'omission, en ne faisant rien pour résoudre ce problème, ils ont permis que la situation aboutisse à l'impasse que nous connaissons aujourd'hui.

• (1115)

Nous devons critiquer surtout les gens qui sont ici depuis 1984. Je reconnais que la dame de Vancouver n'est arrivée qu'en 1988. En quelque sorte, elle est devenue complice de ce péché d'omission et continue de l'être. Mais ce sont notre collègue de Baie-Comeau, le premier ministre, et celui de St. John's-Ouest, le ministre des Pêches, qui, comme le secrétaire parlementaire l'a dit par mégarde, ont joué un rôle-clé en restant à ne rien faire et en laissant la Communauté européenne, c'est-à-dire les Espagnols et les Portugais, prendre huit fois son quota en 1985 et 12 fois en 1986. C'est le rôle-clé qu'ils ont joué et que nous ne leur permettrons pas d'oublier.

Pourquoi présenter cette motion maintenant? Comme je l'ai dit, ce n'est pas la première fois que nous le faisons. J'en ai proposé une semblable en mars 1992. Nous faisons des efforts sur ce chapitre depuis quelque temps déjà. Si je l'ai présentée à ce moment-là, en mars 1992, c'est que les paroles du ministre des Pêches m'avaient encouragé. Il avait dit, pas à la Chambre, mais ailleurs, que selon lui, la seule solution était d'assumer un droit de garde sur les pêches. C'est ce qu'il disait à de petits groupes d'amis à Terre-Neuve. Nous n'avons jamais pu l'amener à dire cela ici, mais il l'a fait publiquement à Terre-Neuve.

Mon discours ne doit durer que dix minutes et vous me faites déjà signe que mon temps est presque écoulé, alors que je commençais seulement à me réchauffer et à être à l'aise avec le sujet. Bonjour! Nous sommes ici tous les lundis matin à la même heure. Merci d'être venus. Cela fait plaisir de vous voir.

Si nous présentons cette motion, c'est qu'il est temps d'agir et de faire ce qu'il faut. Nous avons essayé tous les autres moyens et nous ne préconisons pas de les abandonner. Poursuivons les discussions, si ça peut être utile, et usons de plus de diplomatie, s'il le faut. Entre-temps, nous devons faire savoir dès maintenant que nous sommes fatigués d'attendre, que nous ne voulons plus que nos stocks de poisson soient pillés, que nous ne pouvons plus attendre sans rien faire pendant que des milliers de pêcheurs et de travailleurs d'usines de transformation du poisson sont là à se tourner les pouces, pas parce qu'ils sont paresseux, mais parce qu'il n'y a pas de poissons.

Et pourquoi n'y a-t-il pas de poissons? Parce que les Espagnols, les Portugais et les Français les ont tous pris. Pourquoi? À cause de l'inaction du premier ministre qui, pendant des années et des années, a toléré cette situation